

Le sacrifice exigé des Grecs pourra-t-il guérir le pays?

RIGUEUR

Une majorité de la population se résigne à l'austérité. L'assainissement économique passera cependant par des réformes très difficiles à mettre en œuvre.

JEAN-FRANCOIS VERDONNET

Ecoles et aéroports fermés, trafics ferroviaire et aérien perturbés, services fiscaux désertés: la cure d'austérité promise par le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a valu hier à la Grèce une journée de grève des fonctionnaires.

D'autres sont attendues au cours du mois. Dès demain, du côté des taxis athéniens, et le 23 février à l'instigation de la principale confédération du secteur privé, résolue à batailler contre la réforme des retraites. Démonstration rituelle ou prélude à un vaste mouvement de contestation?

Résignation

Le pays est prêt à «prendre toutes les mesures nécessaires» pour réduire de quatre points son déficit budgétaire, a assuré hier le premier ministre. A en croire les sondages, une partie importante de l'opinion paraît s'y résigner: six Grecs sur dix jugeraient la rigueur inévitable. Impression corroborée par les médiocres effectifs rassemblés hier à l'appel du plus grand syndicat de la fonction publique.

Condamné à l'action par les contraintes économiques, le pouvoir garde au moins quelques cartes. Une équipe de gauche, remarque Maximos Aligisakis, chargé de cours à l'Institut européen de l'Université de Genève, a



Manifestation à Athènes. Les aéroports sont restés fermés et de nombreux services publics ont été suspendus ou réduits au service minimum. Les syndicats de fonctionnaires ont déclenché une grève de vingt-quatre heures pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement, destinées à réduire l'écasante dette publique du pays. (AFP)

plus de chances d'imposer des sacrifices qu'un gouvernement de droite.

Elle en a d'autant plus si son programme rencontre l'approbation de ses adversaires conservateurs. Or sur ce point, les circonstances pourraient ne pas être défavorables à Georges Papandréou.

Professeur à l'Université de

Paris 1-Panthéon-Sorbonne, Georges Prévelakis perçoit même dans l'épreuve actuelle un moment politique exceptionnel: pour la première fois, l'opposition renoncerait à une hostilité systématique à toute mesure gouvernementale, pour appuyer un programme de réforme exigeant. Les résistances, ajoute Prévelakis, viennent moins de

ses rangs que de la majorité socialiste au pouvoir.

Economie grise

Les turbulences actuelles accoucheraient-elles d'une petite révolution? La crise annoncerait-elle la fin obligée de tout ce qui l'a fait naître - l'incurie d'une administration hypertrophiée, les réseaux de connivences entre les milieux d'affaires et les pouvoirs publics, le jeu de la corruption et du clientélisme, la dévitalisation des forces du marché? Une telle transformation supposerait un «travail de longue haleine», qui n'est pas encore à l'ordre du jour, suggère Prévelakis. Le plus difficile, estime-t-il, sera de «sortir d'une situation généralisée d'économie grise». La remettre en cause brutalement serait vouer des composantes importantes de la société à d'inextricables difficultés.

L'issue, dans l'immédiat, passera par une étroite collaboration entre Athènes et Bruxelles. Après avoir tardé à «sanctionner l'irresponsabilité» de la Grèce, l'Union européenne, conclut Georges Prévelakis, «continuera de verser une rente au pays, en demandant

à son gouvernement de faire le maximum de réformes compatibles avec la stabilité sociale».

LIRE L'ÉDITORIAL EN PAGE UNE:
«L'Europe trébuche sur la Grèce»

L'Europe réagit enfin!

Réunion de crise à Bruxelles

■ Après moult cacophonies et propos totalement contradictoires, les pays membres de l'Union européenne consentent enfin à se concerter afin d'élaborer un plan d'aide financière à la Grèce. Depuis plus de deux semaines, la zone euro tremble en effet méchamment, les marchés financiers attaquant sans vergogne les pays européens en difficulté et testant surtout la solidité d'une véritable union au sein de l'UE.

Coordination économique

■ L'Allemagne a été la première à sonner le rappel. Aujourd'hui se réunissent à Bruxelles les 27 dirigeants européens. Mission: mettre sur pied «un mécanisme de ligne de crédit à disposition du gouvernement grec, qu'il pourrait utiliser en cas d'urgence», affirme un haut fonctionnaire européen.

Éviter l'intervention du FMI

■ Selon ce plan d'urgence, la Grèce ne serait pas la seule bénéficiaire de cette aide financière, mais tous les pays dits du club des PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne), dont les titres obligataires sont soumis à une spéculation (à la baisse) sans pitié de la part de grands fonds d'investissement américains et britanniques. Le sens de l'honneur de l'Europe s'est enfin réveillé.

Facture de la crise financière

■ La plupart des pays de l'UE (20 sur 27) dépassent très largement les critères de Maastricht (3% du PIB de déficit budgétaire autorisé et 60% de dettes), pour cause d'appel à la rescousse des Etats contre la plus grave crise économique depuis 1929. La Grèce présente ainsi un déficit 2009 de 12,7% et un taux d'endettement de 112%.

EE

Les fonctionnaires dénoncent la cure d'austérité

■ Les hôpitaux, écoles, perceptions des impôts et représentations ministérielles en région étaient en grève hier, de même que plusieurs milliers de contrôleurs aériens, douaniers, médecins hospitaliers et enseignants. Le trafic des trains était fortement perturbé sur les lignes nationales, mais les transports en commun circulaient normalement.

Dès le début de la matinée, des centaines de retraités et de grévistes se sont rassemblés place Syntagma, dans le centre d'Athènes, en attendant le départ des manifestations.

«Aujourd'hui, les travailleurs ont répondu» au gouvernement», scandaient les haut-parleurs. «C'est une guerre contre les travailleurs. Nous répondrons par la guerre, jusqu'à ce que la politique ait changé de voie», a expliqué Christos Katsiotis, membre d'un syndicat ouvrier affilié au Parti communiste. Et les nouvelles mesures annoncées quelques heures auparavant n'alliaient pas rassurer les manifestants: hausse de la taxe de l'Etat sur l'essence et obligation pour tous les commerces de délivrer des factures afin de lutter contre la fraude fiscale.

AP

Francophonie en panne?

MANIFESTATION

La Délégation des finances a refusé de débloquer un crédit d'urgence pour le Sommet de la francophonie sur la Riviera. Tout se jouera en mars devant les Chambres.

Un faux pas, mais encore rien de grave pour l'instant. L'organisation du Sommet de la francophonie, prévu en octobre prochain à Montreux par la Confédération, a subi un contretemps. La Délégation des finances du parlement a refusé d'accorder une avance au Département des affaires étrangères (DFAE) pour cette manifestation budgétisée à

35 millions de francs. Mais ce préavis négatif, évoqué hier sur la RSR, ne préjuge toutefois en rien de la suite. La délégation ne s'oppose pas au sommet lui-même, rassure son président, Hans Altherr: elle estime simplement injustifié d'accorder un crédit «d'urgence» puisque le Conseil fédéral avait décidé en septembre déjà d'accueillir la manifestation.

Au final, le projet se jouera donc devant les Chambres. Le Conseil fédéral vient en effet de le soumettre au parlement, pour qu'il soit voté en mars. Le président du Conseil d'Etat vaudois, Pascal Broulis, espère pour sa part que le DFAE «saura convaincre les parlementaires». (lpi)



Thomas Minder. Le contre-projet vise à réformer la loi sur les sociétés anonymes.

(KEYSTONE)

Minder et l'UDC main dans la main

HAUTS SALAIRES

L'entrepreneur schaffhousois qui avait lancé l'initiative «Contre les rémunérations abusives» s'est mis d'accord avec le parti sur un contre-projet indirect.

Thomas Minder et son comité retireront leur initiative si le parlement approuve le contre-projet commun qu'ils viennent de concocter avec l'UDC. Sinon, l'UDC prévient qu'elle soutiendra l'initiative. Le contre-projet vise à réformer la loi sur les sociétés anonymes (et non la Constitution fédérale), nuance l'UDC. La réforme, qui doit s'appliquer aux

quelque 280 sociétés suisses cotées en Bourse, mettra «l'accent sur une surveillance plus efficace des rémunérations des organes dirigeants». «Ce n'est pas seulement une proposition de l'UDC, tout l'esprit de l'initiative est là-dedans et cette proposition va plus loin pour ce qui concerne les parts variables des rémunérations», a expliqué hier Thomas Minder.

Le projet fédéral dilué

«L'initiative Minder se trouve favorisée par la solution diluée adoptée par le Conseil des Etats et par les bricolages du Conseil national», a lancé hier l'ancien conseiller fédéral UDC Christoph

Blocher. L'été dernier, le Conseil des Etats a fortement affaibli le contre-projet indirect du Conseil fédéral. En commission, PLR et PDC ont œuvré en faveur d'un contre-projet direct. C'est ce qui a amené la direction de l'UDC et Thomas Minder à répondre avec leur propre contre-projet.

L'assemblée des actionnaires devrait élire chaque année les membres du conseil d'administration avec indication de toutes les rémunérations. Elle devrait également adopter de manière contraignante le règlement des rémunérations avec les plans de bonus et de participation, ainsi que les plans de rentes des membres des organes de la société. (ap)